



DEVELOPPEMENT



PUDC

Le système de santé de notre pays renforcé suite à d'importants investissements

Le système de santé de notre pays qui a connu des moments difficiles pendant des années est peu à peu en train de se relever grâce à la mise en œuvre du Programme d'urgence...

PAGE 11

DOSSIER



Prix Nobel de la Paix

Historique et zoom sur ces Africains primés qui font la fierté du continent

Le Comité Nobel norvégien a désigné vendredi dernier à 11 heures, le docteur Denis Mukwege (63 ans) et Nadia Murad (25 ans) comme prix Nobel de la Paix 2018. L'un est originaire de la République...

PAGES 6&7

Mise en œuvre des réformes de l'Uemoa

Le représentant-résident de l'Uemoa félicite le Togo

Le nouveau représentant-résident de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), Assoukou Raymond Krikpeu,...

PAGE 11

JOURNEES BRVM

Le rendez-vous du Marché Financier Régional

Sous le parrainage de M. Sani YAYA, Ministre de l'Economie et des Finances du Togo

"L'innovation et le développement des marchés financiers"

18 Octobre 2018 Salle de Conférence ETI

19 Octobre 2018 Ecole Supérieure d'Audit et de Management (ESAM)

- 2 Keynotes speech
- 4 Ateliers thématiques
- Networking et B to B
- 1 Conférence d'affaires PME
- 1 Conférence universitaire

Finançons la croissance des pays de l'UEMOA

Contact : Antenne Nationale de Bourse (ANB) du Togo
Tél : (+228) 22 61 23 16

BRVM PARTENAIRES ASSOCIES Ecobank CRRH PARTENAIRES PRIVILEGES SGI



Point du recensement en zone 1 Plein succès, cap sur la zone 2

Quelques heures après le bouclage des opérations de recensement en zone 1, les responsables de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) étaient face à la presse hier comme pour présenter un bilan des 9 jours de l'enrôlement des électeurs dans la première zone. L'équipe dirigée par le Prof. Kodjona Kadanga, s'est décerné un satisfecit à l'issue des dites opérations et a invité les populations de la zone 2 à sortir « massivement » pour ce recensement qui se déroulera du 17 au 24 octobre.

PAGE 3

TRIBUNE

Manifestations de 2017, la CEDEAO invitée à faire la lumière sur l'assassinat, l'agression des militaires...

Le Togo pourrait connaître de nouvelles manifestations de rue dans les prochains jours. Les revendications de l'Opposition-C14 et de ses branches en donnent déjà les signes. Alors que justice n'est toujours pas faite aux nombreuses victimes des manifestations politiques, et leurs proches, depuis août 2017. Des organisations de la Société civile...

PAGE 3

Recomposition de la Ceni, recensement et l'opposition

Gerry Taama : « Il faut cesser de faire une chose et son contraire »

L'actualité politique de ces dernières heures est essentiellement marquée par les débats autour du recensement électoral qui suit son cours, la recomposition de la Ceni, le refus de l'UFC de renoncer à son siège au sein de la Ceni...

PAGE 3



	SOMMAIRE	Francophonie / Michaëlle Jean Le Canada et le Québec retirent leur soutien à Michaëlle Jean  P4	Finance Quitte parlementaire à l'adhésion du Togo à l'Afreximbank  P5	Photographie Les mets congolais en « photo »  P 9	Choisir son huile Les critères à prendre en compte pour ne pas mettre sa santé en péril  P 10	Cancer de la bouche La pollution de l'air de nouveau mise en cause  P 10
---	-----------------	---	--	---	---	--

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI A la découverte de BROUVOU Adzoa, Bénéficiaire du Produit APSEF (Accès des Pauvres aux Services Financiers)

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit à Tado, dans la préfecture de Moyen Mono pour partager avec vous les témoignages de BROUVOU Adzoa, Bénéficiaire du Produit "Accès des Pauvres aux Services Financiers" (APSEF) du Fonds National de la Finance Inclusive. Retour sur le parcours de Dame Adzoa ...

Tado, préfecture du Moyen Mono, en parcourant cette préfecture de la Région des plateaux pour aller rendre visite à notre interlocutrice, une des innombrables bénéficiaires des Produits du FNFI, c'est avec joie que nous remarquons un engouement et enthousiasme certains des femmes devant leurs étalages de tous ordres. Ce qui est le plus surprenant et admirable, c'est le fait que chacun veuille se prendre en charge en réalisant une activité génératrice de revenus. Dans ce coin réputé pour ses activités commerciales, plusieurs bénéficiaires des produits FNFI. En ce jour, c'est Dame BROUVOU Adzoa qui cristallise notre attention. "Avec le soutien du FNFI grâce à son premier cycle de crédit "Accès des Pauvres aux Services Financiers"

(APSEF), et l'aide de mon époux, j'ai réussi à me mettre à mon propre compte, à travers cette petite activité de vente d'ignames frites, communément appelé Koliko. Après plusieurs années sans activité génératrice de revenus fixe, il me fallait donc trouver une source de financement pour pouvoir réaliser mon rêve. Je me suis alors rapprochée de SPEC OIC, une institution de Microfinance partenaire du FNFI pour voir dans quelles conditions je pouvais contracter un microcrédit pour pouvoir démarrer mon activité. Après avoir suivi toutes les étapes nécessaires auprès, non seulement de l'institution de microfinance, mais aussi auprès d'un Prestataire de Services Techniques, j'ai obtenu une première tranche de crédit de 30.000 F CFA. Cette somme m'a



BROUVOU Adzoa

permis de pouvoir acheter quelques tas d'igname, une marmite pour friture, quelques litres d'huile, quelques assiettes ainsi que divers petits équipements pour pouvoir démarrer la préparation et la vente d'ignames frites. Et comme vous le savez, les débuts sont un tout petit peu difficile, car les gens ont besoin d'un peu de temps pour pouvoir se familiariser avec les nouvelles activités. Mais aujourd'hui, je vous assure que l'activité évolue très bien et j'arrive à dégager des revenus pour pouvoir me prendre en charge. Des témoignages comme celui de BROUVOU Adzoa font partie de ceux que l'on veut entendre car ils font partie de ceux qui sont stimulants et font cas d'école et permettent à plusieurs autres

personnes de pouvoir s'en inspirer. Le courage et la détermination de notre interlocutrice a fini par payer. Aujourd'hui son activité est florissante et les revenus qu'elle dégagent lui permettent de faire face aux remboursements des crédits et à prendre en charge ses besoins ainsi que ceux de sa famille.

" Depuis que j'ai réussi à réaliser mon rêve, je me sens plus épanoui car j'arrive à me prendre en charge et à contribuer aux cotés de mon mari à la prise en charge des besoins de notre famille. Je n'éprouve aucune difficulté par rapport aux remboursements de crédit.

KD

Dankpen

Construction d'un bâtiment scolaire à l'EPP Gbangbalgou

Le secrétaire général de la préfecture de Dankpen a lancé le 29 septembre 2018 le projet de construction du bâtiment à Gbangbalgou à l'Est de Guérin-kouka.

Initié par le député, André Béguem Nakodja, ce bâtiment de trois salles de classes et d'une direction équipée de mobiliers scolaires en plus d'un forage et d'une latrine de six cabines est évalué à 34.715.000 CFA et financé par l'ONG Allemande Aktion PIT Togohilfe.

Ces infrastructures permettront d'améliorer les conditions de travail des apprenants et enseignants qui, jadis, travaillaient sous les appâtes couvert de pailles et exposés aux intempéries. Le député a aussi offert des kits scolaires aux élèves de l'établissement.

Agou

Célébration de la journée internationale de l'alphabétisation à Kati

Les femmes membres des sociétés coopératives agricoles (SCOOPS) du canton de Kati à 17 km à l'est de la commune de Gadzépé sont inscrites au programme de l'alphabétisation célébré le 3 octobre 2018. Cette manifestation a été organisée par l'ONG Organisation pour la Femme et le Développement (OFED) avec l'appui financier de la Fondation MAAGDENHUIS dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'appui au leadership et à l'entrepreneuriat féminin en milieu rural, à travers son projet d'alphabétisation.

Il s'agit à travers cette célébration de sensibiliser et de motiver les populations de Kati surtout les femmes sur l'importance de l'alphabétisation qui est un canal permettant de donner des enseignements d'approche élémentaire en langue française aux adultes.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
 Edité par DIRECT MEDIA RCCM
 N° TG_LOM 2015 B 1045
 BP : 30117 Lomé - Togo
 Tél : (+228) 22 25 02 23 /
 90 15 39 77 / 97 87 12 42
 Facebook: togomatin
 E-mail : atogomatin@gmail.com
 Site web: www.togomatin.tg
 Tw: @togomatin1
 Mson de la Presse: Casier N° 53
 Siège
 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
 Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
 Rachidou Zakari

Responsable web:
 Carlos Amevor

Comité de rédaction:
 Françoise Dasilva
 Alexandre Wémima
 Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
 Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
 DIRECT AGENCE
 Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
 Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

TRIBUNE

...réunies au sein du Collectif des Organisations de la Société Civile pour une Diplomatie Non Gouvernementale (OSC-DNG) saisies de plusieurs plaintes, exigent des Facilitateurs désignés de la CEDEAO, d'inscrire le sujet aux prochaines assises pour que les auteurs soient connus et punis selon la rigueur de la loi.

Ces organisations s'insurgent contre le mutisme du gouvernement togolais et de la CEDEAO, malgré les multiples appels et cris de cœur des victimes et de leurs proches. Le refus délibéré de se prononcer sur l'assassinat des militaires et leurs agressions pourrait, selon ces acteurs de la Société Civile togolaise, conduire les victimes à vouloir se rendre justice. « Nous venons de rentrer dans une période électorale au cours de laquelle l'atmosphère politique est souvent très tendue. Nous nous sensibilisons à la paix et au vivre ensemble. Mais ces actions doivent être soutenues par le devoir de protection civile et de

justice qui incombent à l'Etat aux organisations régionales. C'est ce qui va le plus rassurer les populations», relèvent les responsables du Collectif des Organisations de la Société Civile pour une Diplomatie Non Gouvernementale (OSC-DNG).

La justice a le devoir de situer la responsabilité des organisateurs de ces manifestations politiques ayant entraîné la mort des militaires à Sokodé et la destruction des biens publics et privés.

« Pourquoi donner l'impression de protéger ceux qui en sont les auteurs ? Cela donne raison à ceux qui doutent et qui pensent que c'est une histoire inventée de toutes pièces », souligne un plaignant qui pense qu'avec cette méthode qu'adoptent la CEDEAO et le Gouvernement, l'opinion pourrait facilement conclure que Jean Kissi et sa bande, de même que le CACIT ont raison de douter du rapport d'assassinat de nos illustres disparus. Selon lui, c'est une injure à leur mémoire.

Les Facilitateurs de la

crise doivent interroger les initiateurs de ces manifestations sur ce sujet. Pourquoi ne demandent-ils pas à la C14 de s'expliquer sur l'assassinat de ces militaires et pourquoi ces Leaders ont-ils refusé de s'associer au Gouvernement pour présenter des compassions aux familles des victimes au nom du dialogue ? Selon les proches des victimes, il reviendrait à ces facilitateurs de demander au Gouvernement de rendre public le rapport sur les manifestations violentes du 19 Août 2017 qui ont fait basculer le pays dans une extrême violence sans précédent et plongé le Togo dans une crise socio-économique.

Au regard des nombreuses plaintes reçues, ces organisations de la société civile togolaise exigent de la CEDEAO à inscrire le sujet à l'ordre du jour des prochaines assises. « On compte sur les Facilitateurs et le Gouvernement pour que les responsables et les commanditaires de ces crimes soient punis... et que les dommages et intérêts soient reversés aux victimes et à leurs familles. Au cas échéant,

notre prochaine action sera une plainte devant les cours internationales de justice», avertissent les responsables dudit collectif. Par ailleurs, le Collectif annonce saisir officiellement la CEDEAO et l'Union Africaine dans les jours qui viennent à ce sujet.

Il y a quelques jours, ces organisations ont annoncé des sit-in devant les Ambassades du Ghana, de la Guinée-Conakry et de la CEDEAO pour exiger l'arrestation des auteurs de ces crimes odieux contre le peuple togolais.

Fin 2017, deux militaires ont été violemment assassinés lors d'une manifestation politique alors qu'ils étaient à leurs postes. Depuis lors, aucune enquête n'est diligentée officiellement pour que les coupables soient connus et punis conformément aux lois togolaises. Bien avant, ce crime odieux, plusieurs personnes se sont plaintes de leurs biens, marchandises, étalages ou boutiques saccagés. Selon des informations recoupées par certains

réseaux d'investigation, il s'agissait d'un complot pour déstabiliser le Togo.

Les leaders de l'opposition, organisateurs de ces réunions publiques jugent toujours fausses et inventées toutes exactions. Le Collectif des Associations Contre l'impunité au Togo (CACIT) renchérit cette position, dans son rapport sur les manifestations politiques depuis août 2017 en soulignant qu'il y'a des zones d'ombre sur la mort de ces militaires. Une position qui n'honore pas le Togo et qui encourage plutôt l'impunité dans le pays, nous susurre une jeune dame d'une quarantaine d'années proche d'un disparu. Elle ajoute : " on dirait que le Gouvernement joue avec le feu. Les militaires ne se sentent plus protégés. Ils se disent qu'ils ne peuvent se sacrifier autant pour un peuple et être traités de la sorte après leur mort, une mort provoquée bien-sûr".

Cette action d'envergure permettrait une fois pour toutes à ces âmes de pouvoir se reposer en paix.

La Rédaction

Point du recensement en zone 1

Plein succès, cap sur la zone 2

Quelques heures après le bouclage des opérations de recensement en zone 1, les responsables de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) étaient face à la presse hier comme pour présenter un bilan des 9 jours de l'enrôlement des électeurs dans la première zone. L'équipe dirigée par le Prof. Kodjona Kadanga, s'est décerné un satisfecit à l'issue des dites opérations et a invité les populations de la zone 2 à sortir « massivement » pour ce recensement qui se déroulera du 17 au 24 octobre.

« L'enrôlement des électeurs s'est bien déroulé dans la première zone », a salué M. Kodjona Kadanga avant d'insister sur la forte mobilisation des populations. Cependant, tout n'a pas été rose. La rencontre avec les médias a permis aux dirigeants de la CENI d'évoquer les difficultés rencontrées. Pour faire face à ces difficultés, il a promis que : « La Ceni prend d'ores et déjà toutes les dispositions pour tirer les enseignements de la conduite des opérations dans la première zone, afin de conjurer les problèmes

techniques relevés dans la phase suivante ».

Il s'agit en l'occurrence de la 2ème étape du recensement qui va se dérouler du 17 au 28 octobre 2018. Elle concernera au total dix-huit préfectures à savoir : les préfectures d'Amou, Ogou-Anié, Wawa-Akébou, Blitta, Tchamba, Tchaoudjo, Sotouboua-Mo, Assoli, Bassar, Binah, Dankpen, Doufelgou, Kéran, Kozah, Kpendjal-Kpendjal ouest, Oti-Oti sud, Tandjoare et Tône-Cinkassé.

Rappelons que la première zone regroupe les préfectures d'Agoè-Nyivé,

du Golfe, de l'Avé, de Zio, des Lacs, du Bas-Mono, de Vo, de Yoto, d'Agou, de Haho, du Moyen-Mono, de l'Est-Mono, de Danyi, de Kloto et de Kpelé.

« La collecte de données qui s'en est suivie, n'est que l'une des étapes du processus devant aboutir à la constitution du nouveau fichier électoral. Ces résultats seront compilés et rassemblés en une base unique et traités selon les normes et standards internationaux pour en assurer la transparence et la fiabilité », a souligné le



Le Pdt de la CENI, Kodjona Kadanga (d) et son vice-Pdt, Homawo

président de la Ceni. Au sujet de l'étape à venir après les recensements, le président de la CENI a expliqué que : « La collecte de données qui s'en est suivie, n'est que l'une des étapes du processus devant aboutir à la constitution du nouveau fichier électoral. Ces résultats seront compilés et rassemblés en une base unique et traités selon les normes et standards internationaux pour en

assurer la transparence et la fiabilité ».

Il ne serait pas superflu de préciser que ces opérations précédentes, les élections législatives prévues le 20 décembre prochain, conformément à la feuille de la Cédéao. Et au-delà, elles seront valables pour les élections locales et le référendum qui pourraient se tenir également dans les mois à venir.

T.M.

Recomposition de la Ceni, recensement et l'opposition

Gerry Taama : « Il faut cesser de faire une chose et son contraire »

L'actualité politique de ces dernières heures est essentiellement marquée par les débats autour du recensement électoral qui suit son cours, la recomposition de la Ceni, le refus de l'UFC de renoncer à son siège au sein de la Ceni. Plusieurs personnalités politiques se sont en effet prononcées sur ces sujets. Gerry Taama, président du Nouvel engagement togolais (Net) s'est également livré à cet exercice dans une interview avec un média de la place, qu'il a publiée sur sa page Facebook.

Recomposition de la Ceni Selon Gerry Taama, l'argument présenté par les différentes parties pour justifier la recomposition de la Ceni, c'est l'existence

d'accords internes à l'Assemblée qui permettent aux députés des deux mouvances de se partager les places des autres non...

Suite à la page 11

Francophonie / Michaëlle Jean

Le Canada et le Québec retirent leur soutien à Michaëlle Jean**Les gouvernements du Canada et du Québec ont annoncé mardi qu'ils se rallieraient au « consensus » en faveur de la candidature de la Rwandaise Louise Mushikiwabo à la tête de l'OIF.**

« Le Canada est prêt à se rallier au consensus, comme le veut la façon de faire en Francophonie », a indiqué mardi soir Jeremy Ghio, l'attaché de presse de la ministre canadienne de la Francophonie, Mélanie Joly, dans un e-mail adressé aux médias.

« Après analyse et considérant le consensus africain qui se dessine au Sommet de la Francophonie d'Erevan, le Premier ministre désigné du Québec, M. François Legault, annonce qu'il ne soutiendra pas le

renouvellement du mandat de Mme Michaëlle Jean au poste de secrétaire générale de la Francophonie », a pour sa part indiqué le cabinet du nouveau Premier ministre québécois dans un communiqué. « Il était devenu évident que les chances de Mme Jean étaient très minces de l'emporter », confie à Jeune Afrique une source proche du dossier.

Ces dernières heures, les représentants du Canada ont sondé les délégations présentes à Erevan, en amont du Sommet des

chefs d'État qui doit débiter jeudi 11 octobre, et conclu que les chances de réélection de Michaëlle Jean étaient trop faibles. « Elle a fait du très bon travail, mais les chiffres sont les chiffres », explique notre source proche du dossier. Le Canada a par ailleurs tenu à saluer « le travail de Mme Jean à la tête de la Francophonie, notamment en ce qui a trait à l'éducation des filles et l'émancipation des femmes ».

La désignation de Louise Mushikiwabo par les chefs

**Michaëlle Jean de l'OIF**

d'État francophones, lors désormais comme une de leur huis clos prévu simple formalité. vendredi 12 octobre à Erevan, apparaît donc

Jeuneafrique.com

Afrique du Sud / Corruption

Le ministre des Finances démissionne**Le président sud-africain Cyril Ramaphosa se sépare de son ministre des Finances. Visé par une enquête pour corruption, Nhlhla Nene a présenté sa démission ce mardi 9 octobre.****Nhlhla Nene, ex-ministre des Finances**

Cela faisait plusieurs jours que l'opposition appelait à son départ. Et ce après que Nene a admis avoir rencontré les Gupta, cette riche famille d'affaires proches de l'ex-président Jacob Zuma et accusés d'avoir détourné des fonds publics. Six mois à peine après avoir été nommé ministre des Finances, Nhlhla Nene n'a eu d'autre choix que de présenter sa démission. Et le chef de l'État que de l'accepter.

Le président se devait de limoger Nhlhla Nene, pour comme il l'a dit dans son allocution « continuer de restaurer la confiance des citoyens dans le gouvernement ». Ramaphosa a rappelé que la culpabilité de son désormais ex-ministre des Finances n'était pas

encore prouvée, mais que l'ouverture d'une enquête l'empêcherait de mener à bien sa mission à la tête du ministère. Et de notamment prononcer un discours très attendu sur le budget dans deux semaines.

Devant la commission d'enquête sur la corruption au sommet de l'État la semaine dernière, Nene a révélé avoir été limogé par l'ancien président Jacob Zuma pour s'être opposé à plusieurs projets qui auraient bénéficié aux amis de l'ex-président : les Gupta. Mais par la même occasion, Nene a dû admettre s'être rendu à plusieurs reprises au domicile de ces hommes d'affaires controversés, contredisant une de ses déclarations précédentes. L'opposition l'a aussitôt traité de menteur, dénonçant ses relations douteuses

avec cette famille. Depuis, le scandale ne cesse de prendre de l'ampleur. Le président Ramaphosa, qui a fait tomber Jacob Zuma son prédécesseur en se présentant comme le fer-de-lance de la lutte anticorruption, n'avait d'autre choix que de se séparer de son ministre. Ramaphosa perd donc un allié important, et ce alors que des membres du parti au pouvoir restés fidèles à Jacob Zuma tentent de lui mettre des bâtons dans les roues.

Quelques secondes après avoir limogé son ministre, le président a nommé un remplaçant : Tito Mboweni, ancien ministre du Travail sous Nelson Mandela et ancien gouverneur de la Banque centrale. Il est donc chargé du portefeuille des Finances, avec comme principal atout de n'avoir jamais été présent dans les gouvernements de Jacob Zuma, ce qui lui permet d'échapper aux accusations de corruption.

Nommer un homme d'expérience comme Mboweni est une petite victoire pour Cyril Ramaphosa. Les marchés ont d'ailleurs rapidement réagi à cette annonce. La monnaie sud-africaine, en berne depuis plusieurs mois, s'est immédiatement renforcée face au dollar.

La Rédaction

Côte d'Ivoire / Locales 2018

Le FPI appelle au boycott des locales**Devant la presse ce mercredi 10 octobre 2018, Abou Drahamane Sangaré a été direct et sans détours. Pas d'élections quand les appels du Front populaire ivoirien ne sont pas entendus.****Abou Drahamane Sangaré**

48 heures de la date butoir, le FPI, branche Sangaré monte au créneau. Pour le parti de l'ancien président Laurent Gbagbo, il est préférable aux 6,5 millions d'électeurs de ne pas aller voter pour choisir leur maire et leurs conseillers régionaux. En toile de fond, les innombrables appels du parti aux réformes de la CEI qui sont restés lettre morte.

« Le FPI a appelé le chef de l'État à se ressaisir en reportant les élections locales. Malheureusement notre appel est resté sans réponse. Le FPI en réclamant une commission électorale indépendante, conforme au jeu démocratique, a mis en avant les intérêts des Ivoiriens. Le FPI ne tombera pas dans l'argument du double langage de Monsieur Ouattara. Le FPI répète haut et fort que la CEI est disqualifiée », a déclaré Abou Drahamane Sangaré devant les journalistes à la résidence du couple Gbagbo.

Présente aux côtés de celui qui assure l'intérim de son mari à la tête de la branche dure du FPI, Simone Gbagbo n'a prononcé aucun mot en ce sens. Pour celle qui affirme être là pour juste saluer les journalistes et militants présents ce jour, la directive donnée par le président par intérim du parti était visiblement la meilleure solution.

Pas de participation aux élections, pas de consigne de vote, ni de parrainage du parti. Le parti appelle ainsi ses militants à se tenir loin des scrutins qui auront lieu car elles expriment la démarche solitaire du président Ouattara. Sur ce, le FPI ne reconnaîtra pas les résultats des élections locales et invite les Ivoiriens à faire de même et à se mobiliser pour obtenir la réforme de la Commission électorale indépendante.

T.M.

Investissement

Le Togo participe à l'Africa investment forum à Johannesburg

Le Togo sera à la première édition de l'Africa investment forum (Forum pour l'investissement en Afrique) à Johannesburg en Afrique du Sud, du 7 au 9 novembre prochain.



Organisé par la Banque africaine de développement (BAD), ce forum vise à faire progresser les projets de développement jusqu'à leur financement,

à mobiliser des capitaux et à accélérer le bouclage financier des transactions. Une bonne occasion pour le Togo pour faire connaître son Plan national de développement (PND) et son Programme d'investissement public (PIP).

L'Africa investment forum (AIF) est une opportunité pour financer le développement des infrastructures en Afrique. Les besoins en investissement du continent sont estimés de 600 à 700 milliards de dollars par an. Et pour

ses infrastructures, l'Afrique nécessite encore beaucoup d'investissement. C'est ce que révèle l'édition 2018 du rapport Perspectives économiques en Afrique de la BAD. Selon ce rapport, le continent a besoin chaque année de 130 à 170 milliards de dollars pour ses infrastructures.

Plusieurs pays dont le Togo prendront part à cette grande rencontre. C'est une occasion pour le Togo de parler de son Plan national de développement (PND) et du Programme d'investissement public (PIP). La présence du Togo à cette rencontre

d'investissement a été souhaitée par le Bureau-pays de la BAD.

L'AIF est destiné à mobiliser des capitaux et à accélérer les investissements pour transformer les secteurs économique, agricole et industriel en Afrique. Il se veut une plateforme de co-garantie et de co-financement. Le forum réunira des chefs de gouvernement, des décideurs privés, des investisseurs, des sociétés de capital-investissement, mais aussi des fonds souverains et fonds de pension.

Félix Tagba

Finances

Vers la ratification des statuts d'Africa50 par le Togo

Les députés ont adopté, mardi 9 octobre dernier, un projet de loi portant autorisation de la ratification par le Togo des statuts de la plateforme d'investissement « Africa50-Financement de projets ». A travers cette ratification, le Togo pourra mobiliser des financements pour la mise en œuvre des grands chantiers de développement dans différents secteurs comme : l'énergie, le transport, l'eau ou les télécommunications.



Africa50 est une plateforme d'investissement dans les infrastructures qui vise à contribuer à la croissance de l'Afrique. Cette plateforme a été fondée par la Banque africaine de développement (BAD), suite à l'appel des chefs d'Etat africains pour des solutions innovantes en vue d'accélérer la livraison des infrastructures. Africa50 est un Fonds d'infrastructure indépendant axé sur les projets à fort impact à la fois sur le plan national et régional. Cette ratification des statuts d'Africa50 ouvre la voie au Togo pour le financement de ses projets d'infrastructures. Le Togo pourrait ainsi mobiliser de l'épargne à long terme auprès d'autres investisseurs africains à travers la société de financements de projets et celle de développement de projets. « Notre pays se dote d'un nouvel outil de mobilisation de financements nécessaires à la mise en œuvre des grands chantiers de développement dans les secteurs de l'énergie, du transport, de l'eau ou des télécommunications », a indiqué le ministre de la Planification du Développement, Kossi Assimaïdou.

F.T.

Finance

Quitus parlementaire à l'adhésion du Togo à l'Afreximbank

L'Assemblée nationale togolaise a lors de la 2ème séance plénière de sa 2ème session ordinaire, hier mardi, donné son quitus au projet d'adhésion à l'Afreximbank initié par le gouvernement.

C'est désormais une réalité, le Togo devient membre de la Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank). Le vote du projet de loi autorisant l'adhésion à la banque, hier mardi par l'Assemblée nationale, vient valider un processus engagé par l'exécutif togolais il y a deux ans.

La volonté du Togo de signer l'accord portant création de l'Afreximbank a, en effet, été annoncé par le chef de l'Etat togolais lui-même en mai 2016. C'était à l'occasion d'une rencontre qu'il a eue avec Dr. Benedict Oramah, le président d'Afreximbank, en prélude à un forum qu'avait organisé la banque à Lomé.

« Le président Faure Gnassingbé a déclaré que la décision du pays à rejoindre la Banque était guidée par le fait que la stratégie d'Afreximbank, en particulier sa vision du commerce intra-Africain, était en droite ligne avec la vision du Togo et les besoins de développement économique du pays », avait écrit la Banque



Dr. Benedict Oramah et Faure Gnassingbé

africaine d'Import-Export dans un communiqué.

Ainsi, avec l'adoption de cette loi par l'Assemblée nationale togolaise, le gouvernement reçoit le quitus parlementaire pour une admission formelle à l'Afreximbank. Le pays pourra participer à l'actionnariat de la banque et tirer avantage de ses concours financiers ainsi que de son soutien à l'accroissement des exportations. Le Togo pourra également gravement à ce quitus de son Parlement, assurer la croissance de son secteur privé, le développement des infrastructures de transport et de logistique, ainsi que l'augmentation

de ses capacités de production énergétique.

La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) est l'institution multilatérale panafricaine financière dédiée au financement et à la promotion du commerce intra- et extra-africain. Le Togo est le 40ème pays à devenir membre de l'Afreximbank. 39 autres pays africains comme le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Cap-Vert, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, l'Egypte, le Nigéria sont également membres.

R. Zakari

Prix Nobel de la Paix

Historique et zoom sur ces Africains primés qui font la fierté du continent

Le Comité Nobel norvégien a désigné vendredi dernier à 11 heures, le docteur Denis Mukwege (63 ans) et Nadia Murad (25 ans) comme prix Nobel de la Paix 2018. L'un est originaire de la République démocratique du Congo (RDC) et l'autre est irakienne. Les deux ont été récompensés pour le combat qu'ils mènent contre les violences de guerre à l'endroit des femmes. Attardons-nous un tant soit peu sur le Dr Denis Mukwege. Pour être sacré prix Nobel de la paix, le Congolais a consenti d'innombrables efforts en faveur de la femme en général et celle africaine en particulier. Est-il le seul Africain détenteur de ce prix? Togo matin vous propose ce à quoi Dr Denis s'est confronté pour finir prix Nobel de la Paix ainsi que ses prédécesseurs qui rendent fière l'Afrique dans le domaine.

Au moment de l'annonce de cette distinction, le médecin congolais se trouvait dans sa clinique à Panzi dans le Sud-Kivu au milieu de ses patientes. «J'ai la joie, car le monde reconnaît les combats que nous menons depuis tout ce temps en faveur des femmes victimes, actuellement survivantes de viols et violences sexuelles en République démocratique du Congo»,

s'est réjoui Denis Mukwege. «Comme notre combat est reconnu, nous demandons maintenant réparation», a-t-il plaidé. Il pense qu'au-delà de cette simple reconnaissance, il faut une réparation en faveur de ces femmes. Pour Berit Reiss-Andersen, présidente du Comité Nobel norvégien, le médecin est «le meilleur symbole de ce combat, le plus rassembleur aussi».

Denis Mukwege, le travail de longue haleine a payé



Denis Mukwege nobel de la Paix 2018

Le Dr Denis Mukwege surnommé "l'homme qui répare les femmes" est le nouveau prix Nobel de la Paix pour son engagement, depuis plus 20 ans, à guérir les femmes

atrocement violées et mutilées dans l'Est de la République démocratique du Congo. Prix Sakharov 2014 pour ce combat, Denis Mukwege, au péril de sa vie, a jeté son dévolu depuis 1999

sur la réparation des femmes victimes de violences sexuelles en RDC. Déjà plus de 50 000 femmes prises en charge dans son hôpital de Panzi à Bukavu dans le Sud-Kivu. Nadia Murad fut quant à elle une esclave sexuelle prise dans l'étau de l'Organisation de l'Etat islamique (EI). Après l'invasion en 2014 d'une bonne partie de l'Irak, Daesh avait ciblé particulièrement la communauté yézidie dont relève cette dernière jugée hérétique.

Aujourd'hui, l'hôpital Panzi emploie environ 370 médecins, infirmières et infirmiers, ainsi que du personnel de soutien et dessert une population de 400 000 personnes en fournissant un large éventail de services de

santé. La Fondation Panzi RD Congo, située à proximité de l'hôpital, fournit logement, repas et accès à divers services, tels que l'alphabétisation, le soutien à la création de petites entreprises ainsi que différentes formes de soutien psychologique, y compris la musicothérapie.

La Fondation Dr Denis Mukwege, une organisation de défense des droits humains basée aux Pays-Bas, qui tente de mettre fin aux violences sexuelles dans les guerres et pour laquelle le gynécologue joue le rôle de conseiller, a déclaré que le comité du prix Nobel avait envoyé un message clair: les violences sexuelles sont inacceptables et doivent arrêter.

Un homme dont le parcours précède le nom



Denis Mukwege et Nadia Murad

Né un premier mars 1955 à Bukavu dans le Kivu en Congo Belge, « l'homme qui répare les femmes », après des études à l'institut Bwindi de Bukavu, trouve sa voie à la faculté de médecine du Burundi en 1976 puis se spécialise en gynécologie à l'université d'Angers, en France. En 1996, lors de la première guerre du Congo, son hôpital est brutalement détruit. Denis Mukwege échappe à la mort alors que plusieurs malades et infirmiers sont assassinés. Il se réfugie à Nairobi, puis décide de

retourner au Congo. Avec l'aide du PMU (un organisme caritatif suédois), il y fonde l'hôpital Panzi situé dans le quartier très peuplé de Panzi à Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu, à l'Est de la République Démocratique du Congo. Il se voit alors confronté aux mutilations génitales pratiquées sur les femmes. Profondément marqué par ces violences, il décide de faire connaître au monde la barbarie sexuelle dont sont victimes les femmes à l'Est de la République démocratique du Congo, et d'agir pour leur venir en aide.

117 années de Nobel de la Paix, 17 Africains primés



Max Theiler, 1er africain prix Nobel de la Paix

Ce n'est pas la première fois qu'un Africain reçoit la prestigieuse distinction. 1951: le Sud-Africain Max Theiler, prix Nobel de médecine, pour avoir découvert le vaccin contre la fièvre jaune. 1960: le Sud-Africain Albert John Luthuli, prix Nobel de la paix. Ce chef zoulou était à la tête du Congrès national africain (ANC, frappé d'interdiction à l'époque). 1978: le président égyptien Anouar El-Sadate, prix Nobel de la paix. 1984: l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, prix Nobel de la paix. Une reconnaissance de son rôle dans la lutte anti-apartheid.

1986: l'écrivain nigérian Wole Soyinka, prix Nobel de littérature. Une première pour un auteur africain. 1988: l'écrivain égyptien Naguib Mahfouz, prix Nobel de littérature. 1991: la romancière sud-africaine Nadine Gordimer, prix Nobel de littérature. 1993: les Sud-Africains Nelson Mandela et Frederik De Kler, prix Nobel de la paix. Une façon de récompenser leur engagement pour une « nouvelle Afrique du Sud démocratique ». 1999: l'américano-Égyptien Ahmed Zewail, prix Nobel de chimie.

Récompensé pour « ses études

des états de transition d'une réaction chimique à l'aide de la spectroscopie femtoseconde ». 2001: le Ghanéen Kofi Annan, alors secrétaire général des Nations unies, prix Nobel de la paix. La récompense est attribuée conjointement à l'institution qu'il représentait. 2003: l'écrivain sud-africain John Maxwell Coetzee, prix Nobel de littérature. 2004: la Kényane Wangari Maathai, prix Nobel de la paix. Décédée le 25 décembre 2011, cette militante écologiste était réputée pour

« sa contribution en faveur du développement durable, de la démocratie et de la paix ». 2011: la présidente Elle Johnson Sirleaf et la militante Leymah Gbowee, prix Nobel de la paix. Les deux Libériennes ont été primées pour leurs efforts en faveur de la sécurité et des droits des femmes dans leur pays. Juste avant Denis Mukwege cette année, le dernier prix Nobel africain de la paix a été attribué en 2015 au quartet qui a mené le dialogue national en Tunisie après la révolution.

Prix Nobel de la Paix, ce qu'il faut savoir

De son nom original "Nobel Fredspris", le prix Nobel de la paix récompense « la personnalité ou la communauté ayant le plus ou le mieux contribué au rapprochement des peuples, à la suppression ou à la réduction des armées permanentes, à la réunion et à la propagation des progrès pour la paix » selon les volontés, définies par testament, d'Alfred Nobel. Cela comprend la lutte pour la paix, les droits de l'Homme, l'aide humanitaire et la liberté. Le prix de l'année peut être partagé entre deux, voire trois personnalités ou institutions ayant rendu de grands services à l'humanité par la voie diplomatique. Il a été attribué pour la première fois en 1901. Les nominations pour cette distinction sont le fruit de propositions argumentées et détaillées, émises par

des membres d'Assemblées nationales ou des Congrès législatifs, des cercles de professeurs en université dans le domaine de la géopolitique, du droit et des sciences politiques, d'anciens lauréats du prix, des magistrats spécialisés dans le droit international et des conseillers spéciaux du Comité norvégien créé spécialement pour cette branche du Nobel. Chaque année, sur plusieurs centaines de propositions, 199 sont gardées avant qu'une série préalable de candidatures ne soit soumise aux jurés du prix qui établissent au printemps une liste finale de cinq noms ou groupe de noms et structures liés par une même action diplomatique. Le ou les lauréats sont élus après débats, discussions et votes clos en octobre.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

ACHETEZ & LISEZ désormais



SUR

MON **KIOSK.com**

OU

sur le portail

 **Lome.com**

www.monkiosk.com

www.alome.com



APPEL A CANDIDATURE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante trois (3) du **Projet de formation et d'appui au secteur de l'audiovisuel et des médias (PROFAMED-Togo)** coordonné par le Ministère de la communication, de la culture, des sports et de la formation civique et l'Ambassade de France au Togo, un appel à candidature est lancé pour la présélection de candidats en vue d'un programme de formation continue intitulé « Médias Togo » qu'organisent l'agence française de développement médias (CFI) et le Centre de formation et de recyclage en communication (CFRC) à l'endroit de l'ensemble des professionnels des médias d'État et privés.

Ce programme de formation est ouvert à tous les professionnels des médias et de l'audiovisuel.

Les candidats intéressés doivent dans un premier temps remplir un **dossier de candidature** dans lequel ils devront choisir un des parcours suivants :

- Presse écrite
- Radio
- Télévision
- Web

En fonction du parcours choisi, les candidats pourront indiquer les modules auxquels ils souhaitent participer parmi ceux figurant dans la liste indicative ci-dessous :

Parcours presse écrite

- Presse écrite (Cette formation permettra aux stagiaires d'acquérir les techniques rédactionnelles pour proposer des articles plus percutants aux lecteurs)
- L'investigation journalistique
- Initiation au Datajournalisme

Parcours radio

- Radio (Comprendre le fonctionnement d'une radio- Maîtriser l'écriture radio pour mieux s'adresser à ses auditeurs)
- Réaliser un magazine radio

Parcours Télévision

- Télévision (Connaître les particularités du traitement de l'information en télévision)
- Réaliser un magazine à la télé
- Caméra pour le journaliste reporter d'image

Centre de formation et de recyclage de la communication
Sur la route de Togo 2000, à côté de la maison du Hadj, B.P. 3146 Lomé -Togo, Tel. : (228) 70 43 69 01
profamed.cfr@gmail.com



Durée de la formation : les programmes s'étendent sur une période de 12 mois, la durée de chaque module de formation est variable (6 jours à 18 jours)

Dossier de candidature

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

1. Formulaire d'appel à candidature à retirer au Centre de formation et de recyclage en communication (CFRC) ou à télécharger sur le site du ministère de la communication, de la culture, des sports et de la formation civique, dûment rempli ;
Adresse du site : www.communication.gouv.tg;
2. Un CV bien détaillé ;
3. Une copie du passeport ou de la carte nationale d'identité en cours de validité.

Les candidats intéressés devront faire parvenir leur dossier de candidature au plus tard le mercredi 24 octobre 2018, au Centre de formation et de recyclage en communication

(CFRC) non loin de la maison du Hadj sur la route de l'aéroport ou à l'adresse email : profamed.cfr@gmail.com

Pour plus d'informations, contactez le Centre de formation et de recyclage en communication. Tel : 70 43 69 01

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

NB : Seuls les candidats retenus après études des dossiers seront contactés pour un entretien présentiel.



Centre de formation et de recyclage de la communication
Sur la route de Togo 2000, à côté de la maison du Hadj, B.P. 3146 Lomé -Togo, Tel. : (228) 70 43 69 01
profamed.cfr@gmail.com



Parcours web

- Journaliste Web-Blog
- Création de contenu 2.0
- Chef d'édition Web
- Photo-Smartphone

Formations transversales (Tous parcours)

- Fondamentaux du journalisme (module obligatoire)
- Management des médias
- Journalism économique
- Journalism sportif
- Média communautaire/de proximité
- Global Media
- Rôle des médias et traitement de l'information en période électorale
- Culture, Sciences et société ; traitement journalistique dont ODD

Sélection des candidats :

La sélection sera réalisée en deux phases avec, une pré-sélection sur dossier, suivi pour les candidats présélectionnés, d'un entretien.

Les candidats retenus à l'issue des entretiens suivront **obligatoirement une session de formation aux « Fondamentaux du journalisme »**.

Les conditions à remplir sont les suivantes :

Qualifications requises :

- être de nationalité togolaise ;
- avoir un bon niveau de culture générale ;
- avoir au moins le BAC 2;
- avoir deux (2) ans d'expérience professionnelle au minimum dans le domaine du journalisme, des médias ou de l'audiovisuel ;
- maîtriser l'outil informatique.

Public cible

Journalistes, animateurs, professionnels de l'audiovisuel exerçant dans les médias d'État et privés ayant au minimum 2 ans d'expérience.

Nombre de places disponibles : 72

Centre de formation et de recyclage de la communication
Sur la route de Togo 2000, à côté de la maison du Hadj, B.P. 3146 Lomé -Togo, Tel. : (228) 70 43 69 01
profamed.cfr@gmail.com

Photographie

Les mets congolais en « photo »

Pour valoriser les mets de son pays, la République démocratique du Congo, le photographe congolais Robert Nzaou-Kissolo photographie les personnes décorées par ces différentes nourritures qui sont notamment des légumes, fruits, légumineuses (noix de palme, des courges, aubergines) entre autres. Les œuvres du photographe étaient à l'honneur à la 2ème édition « En attendant votre pub, j'expose ».

« Madia ya bwala » qui signifie notre nourriture locale ou nos repas locaux en langue kituba est une nouvelle série de photos de Robert Nzaou-Kissolo. Par ailleurs, Nzaou-Kissolo est surtout connu pour ses clichés de scènes de rues animées. Né à Nkayi, dans le département de la Bouenza, Robert Nzaou-Kissolo a

découvert sa passion pour la photographie en 1990.

Il s'est spécialisé dans la photo de rue et des portraits principalement à Cap Town, en Afrique du Sud. Ce passionné de photo a participé à des expositions collectives à l'instar d'IPS-Flowers of my soul, Italy 2016, Baardskeerdersbos Art route, Afrique du Sud en

2017, Baardskeerdersbos Art route, Afrique du Sud en 2018, Lumix festival for young photojournalism Hannover Allemagne en 2018, photoville-New-york, Etats-Unis, 2018.

Il a aussi à son actif des expositions personnelles à la Fondation Basango centre culturel Pointe-



Une œuvre de Robert Nzaou-Kissolo

Noire Congo 2015 sur le thème de "Fond Tié-Tié, Alliance française du cap", Me and Ms Lily Afrique du Sud 2018 entre autres. Robert Nzaou-Kissolo a

été sacré le troisième prix objectifo africa-Espagne 2017. Ses clichés ont présenté dans divers pays et en ligne.

La rédaction

Promotion des droits de l'homme

Le cinéma pour dire non à la migration clandestine

La 5ème édition du Festival international du film sur les droits de l'homme (Fifidho) est prévue du 21 au 25 novembre prochain à Niamey, la capitale nigérienne. C'est la cinquième fois que cet événement rassemblera des acteurs du monde du cinéma et des spécialistes des droits de l'homme autour de projections, de conférence et de débats portant sur la manière dont le cinéma peut contribuer à la promotion des libertés fondamentales.

Cette édition se fera sous le thème « Jeunesse et migration ». Outre la promotion des droits humains à travers le cinéma, le festival a également pour objectif d'informer son public sur le danger que constitue la migration clandestine.

Justement, la jeune africaine, en particulier nigérienne, sera sensibilisée sur l'immigration clandestine

qui ne profite guère à l'Afrique. Des films liés à la question seront donc projetés. Au cours de ce festival, des films longs métrages venus de partout dans le monde, et cadrant avec le thème retenu pour année seront mis en compétition.

Ces films seront classés essentiellement classés en six catégories dont le grand prix fiction Long métrage (Martin Lutter King), le prix

long métrage documentaire (prix Jean Rouch), le prix fiction court métrage (Prix Damouré Zika), le prix court métrage documentaire (Prix Zalika Souley), le prix films d'écoles de cinéma, fiction et documentaire, le prix du meilleur réalisateur (Prix Djingarey Mayga).

Lors de la deuxième édition du Fifidho, en 2014, les organisateurs du Fifidho décerneront d'une part, des témoignages de



Logo Fifidho

satisfaction à différents acteurs ayant accompagné le festival, et d'autre part, gratifieront le public d'un film de fiction de très bonne

facture. « One love » est le titre de ce film réalisé par Rick Elgood et Don Letts.

N.E.

Lire

« La première nuit » de Marc Levy. Ed Robert Laffont. 2009 Pp 300-301

« ...Partis d'Afrique, ils ont atteint la Chine, cela j'en ai la preuve; ensuite, tout n'est qu'hypothèses. Je suppose qu'ils ont bifurqué vers la Mongolie, traversé la Sibérie, en remontant le fleuve Ienisseï jusqu'à la mer de Kara. Sacré voyage, et dans quel but vos nomades auraient-ils parcouru tous ces kilomètres? Pour franchir la route des Pôles et atteindre le continent américain. Cela ne répond pas vraiment à ma

question. Pour porter un message. Et vous pensiez que je pourrais vous aider à démontrer l'existence d'une telle aventure? Qui vous a mis cette idée en tête? Thornsten, il prétend que vous étiez un spécialiste des civilisations sumériennes, je suppose que la pierre que vous venez de nous montrer confirme ce qu'il nous a dit. Comment avez-vous rencontré Thornsten? demanda Egorov d'un air malicieux. Par l'intermédiaire d'un ami qui nous a recommandé d'aller le voir. C'est assez amusant. Je ne vois pas ce qu'il y a de si amusant à cela. Et votre ami ne connaît pas Ivory

? Pas que je sache, non! Vous seriez prête à jurer qu'ils ne se sont jamais rencontrés? Egorov tendit son téléphone à Keira, la défiant du regard. Soit vous êtes idiote, soit vous êtes l'un et l'autre d'une naïveté déconcertante. Appelez cet ami posez-lui la question! Keira et moi regardions Egorov, sans comprendre où il voulait en venir. Keira prit l'appareil, composa le numéro de Max et s'éloigna- ce qui, je dois l'avouer, m'agaça au plus haut point; et elle revint quelques instants plus tard, la mine défaite. Tu connais donc son numéro par cœur..., dis-je. Ce n'est pas du tout le moment. Il t'a demandé de mes

nouvelles? Il m'a menti. Je lui ai posé la question sans détour et il m'a juré qu'il ne connaissait pas Ivory, mais je sens qu'il m'a menti. Egorov se rendit vers sa bibliothèque, parcourut les rayonnages et en sortit un grand livre. Si je comprends bien, reprit-il, votre vieux professeur vous envoie dans les pattes d'un ami qui vous adresse à Thornsten, qui, lui-même, vous renvoie vers moi. Et, comme par hasard, il y a trente ans, ce même Ivory cherchait à acquérir cette pierre que je possède sur laquelle est incrusté un texte en sumérien, texte dont il vous avait déjà remis une retranscription.

Tout bien sûr, n'est que pure coïncidence... Qu'est-ce que vous s o u s - e n t e n d e z ? demandai-je. Vous êtes deux marionnettes dont Ivory tire les ficelles à sa guise, il vous fait aller du nord au sud et d'est en ouest, selon son bon vouloir. Si vous n'avez pas encore compris qu'il vous a instrumentalisés, alors, vous êtes encore plus bêtes que je ne le supposais. Je pense que nous avons bien compris que vous nous preniez pour deux imbéciles, siffla Keira, sur ce point vous avez été assez clair, mais pourquoi ferait-il une chose pareille? Qu'est-ce qu'il aurait à y gagner?... »

Choisir son huile

Les critères à prendre en compte pour ne pas mettre sa santé en péril

L'huile est un aliment qui intervient presque quotidiennement dans la cuisson. Malheureusement, aujourd'hui beaucoup d'huiles ont une origine et des compositions douteuses. Pour aider nos lecteurs à faire un bon choix, nous nous sommes intéressés aux conseils d'un nutritionniste.

Avant toute chose, il faut distinguer trois catégories d'huiles. Celles riches en acides gras monoinsaturés que sont les huiles d'olive et d'arachide. Celles riches en acides gras polyinsaturés comme les huiles de tournesol, colza et soja. Enfin, les huiles riches en acides gras saturés : l'huile de palme

et de coco. Le spécialiste conseille de privilégier les huiles riches en acides gras monoinsaturés qui ont un effet préventif sur les maladies cardiovasculaires. Dans le choix de son huile, le nutritionniste distingue deux critères à prendre en compte : la composition de l'huile et sa dégradation à la chaleur. Il est important

de savoir jusqu'à quel degré on peut chauffer une huile pour qu'elle ne devienne plus un poison pour soi. « Même si une huile est faite pour la friture, il faut toujours faire attention à ne pas la faire fumer car à ce moment-là il y a production de composés toxiques pour la santé. Il faut aussi changer régulièrement



Une bouteille contenant de l'huile d'arachide

son huile pour éviter sa dégradation et donc pour prévenir des effets négatifs pour la santé », précise ce dernier.

Sur ces bases, le nutritionniste recommande

l'huile d'olive pour les assaisonnements et celle d'arachide pour la cuisson et la friture.

Source : Stéphane Besançon, biologiste et nutritionniste

Le saviez-vous ?

Les comprimés effervescents agissent plus rapidement que les comprimés secs

Les médicaments, nous en faisons tous recours en cas de maladie. Il en existe de plusieurs formes, mais n'ont pas la même rapidité d'action. Voici les raisons.

Le médicament peut être administré sous plusieurs formes : comprimés secs, comprimés effervescents, gélules, sachets, sirops, gels, suppositoires etc. C'est ce qu'on désigne par « forme galénique du médicament ». Il joue un rôle important pour que le principe actif puisse atteindre sa cible, et pour adapter le médicament à chaque patient, selon sa pathologie, son âge et son mode de vie.

Pour passer dans le sang, tout médicament doit être présenté sous forme de solution. Lorsqu'un médicament sous forme sèche (gélules ou comprimés par exemple) est administré par voie orale, il arrive dans l'estomac sous forme solide. Il doit ensuite se désintégrer et se dissoudre avant de passer dans le sang. A l'inverse, lorsqu'un comprimé effervescent est mis dans un verre d'eau, il se désintègre immédiatement, en produisant des bulles et ce bruissement caractéristique. Le principe actif est alors en solution.

« La réaction d'effervescence permet de désintégrer et de dissoudre le principe actif dans un délai plus court qu'une forme conventionnelle sèche. Par ailleurs, le délai de contact avec les parois gastriques et intestinales est raccourci. Ceci conduit également à une meilleure tolérance des principes actifs qui peuvent irriter les muqueuses », expliquent des spécialistes. Pour certains traitements comme la douleur, l'effervescent est préféré afin d'avoir un effet rapide.

Agence nationale de sécurité du médicament (France)

Cancer de la bouche

La pollution de l'air de nouveau mise en cause

Outre ses menaces pour la santé respiratoire, la pollution de l'air constitue désormais un facteur de risque de survenue du cancer de la bouche. Des chercheurs de Taïwan se sont penchés sur la question.

Il ressort de leurs conclusions que des niveaux élevés de polluants atmosphériques, en particulier de particules fines (PM 2,5) et, dans une moindre mesure, d'ozone, pourraient être liés à un risque accru de cancers de la cavité buccale, suggère la première étude de ce type, publiée hier. Les particules fines, les PM 2,5, sont connues pour être nocives pour la santé respiratoire et cardiovasculaire. Pour explorer l'éventuel rôle des polluants de l'air dans le développement du cancer de la cavité buccale, le Pr Yung-Po Liaw et ses collègues ont exploité des bases de données nationales sur le cancer, la santé, les assurances et la qualité de l'air.

Ils ont calculé les niveaux moyens de polluants



Pollution automobile

atmosphériques (dioxyde de soufre et d'azote, monoxyde de carbone et d'azote et diverses tailles de particules fines) mesurés en 2009 dans 66 stations de surveillance de la qualité de l'air à Taïwan. L'étude a porté sur 482.659 hommes de 40 ans et plus bénéficiaires des services de santé préventifs. «

Cette étude, avec un échantillon important, est la première à associer le cancer de la bouche aux particules fines PM2.5. Ces résultats s'ajoutent aux preuves de plus en plus nombreuses des effets néfastes des PM 2,5 sur la santé humaine », notent les chercheurs.

Agence France presse

Soins palliatifs

« Tout ce qu'il reste à faire, quand il ne reste plus rien à faire »

Le 13 octobre est la journée mondiale des soins palliatifs. Son thème est : « chaque personne compte...jusqu'au bout ! ». C'est l'occasion de présenter à nouveau ces services qui sont toujours inconnus du grand public et de bon nombre de professionnels de la santé.

Les soins palliatifs sont des soins actifs dans une approche globale de la personne atteinte d'une maladie grave

évolutive ou terminale. Leur objectif est de soulager les douleurs physiques ainsi que les autres symptômes et de prendre en compte la

souffrance psychologique, sociale et spirituelle. Les soins palliatifs interviennent au moment où le malade et sa famille connaissent

une période critique, d'incertitude et d'angoisse où la vie est menacée.

Les soins palliatifs ne sont donc pas l'affaire exclusive des spécialistes et des structures spécifiques de soins palliatifs ("unités de soins palliatifs": USP), mais aussi de tous les services et de tous les médecins intervenant en institution comme au domicile, préoccupés de soigner leurs malades

menacés dans leur vie, dans une optique de médecine globale, et jusqu'au bout. Les intervenants en soins palliatifs sont la famille, les médecins et tous les personnels soignants, les représentants des différentes religions, les travailleurs sociaux, les accompagnants bénévoles. Les soins palliatifs sont une alternative à l'euthanasie.

Edem Dadzie

Programme d'urgence de développement communautaire Le système de santé de notre pays renforcé suite à d'importants investissements

Le système de santé de notre pays qui a connu des moments difficiles pendant des années est peu à peu en train de se relever grâce à la mise en œuvre du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC). A ce jour, l'on enregistre d'importants investissements dans les infrastructures.

Lors du lancement de cet ambitieux programme, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, rassurait les populations que les moyens nécessaires seront mobilisés quoi qu'il arrive pour que les actions prévues soient réalisées. Beaucoup de fonds ont été mobilisés et orientés vers la construction des infrastructures de tout genre. Le secteur de la santé n'est pas du reste. A preuve, 15 formations sanitaires ont été renforcées et équipées aux normes internationales dans les cinq régions du Togo.

Dans les détails, ce sont 8 Unités de soins périphériques (USP), 4 Centres médico-sociaux (CMS), 3 Centres hospitaliers préfectoraux (CHP) et 20 incinérateurs qui ont été réhabilités et équipés. Ces centres ont été dotés d'équipements et de matériels biomédicaux réceptionnés mardi dernier par le ministre de la Santé et de la Protection sociale. Le coût est estimé à 1,83 milliard de FCFA, soit 1,35 milliard pour les infrastructures et 481 millions de FCFA pour les équipements. Les

incinérateurs ont coûté 147 millions de FCFA.

Patri, Nassongué, Mango, Bè Kpota, Awandjelo, Baoulé, Koumongoukan, Agbonou, Adéticopé, Agbandaoudé, Koussountou, Natchitikpi et d'autres localités sont les bénéficiaires de ces infrastructures et équipements. C'est un réel coup de pouce pour ces populations qui devaient avoir des difficultés à se soigner correctement. En réceptionnant ces ouvrages en présence de M. Damien Mama, représentant-résident du Programme des Nations unies pour



L'un des centres réhabilités et équipés

le développement (Pnud) au Togo, le ministre de la Santé, le professeur Moustapha Mijiyawa, a exprimé « la satisfaction du gouvernement à apporter un mieux-être aux citoyens des localités bénéficiaires. Car comme les autres, ils ont droit à la santé. C'est l'exigence du troisième objectif de développement durable. Un objectif que le Togo entend atteindre bien avant l'échéance 2030 ». Le Programme d'urgence

de développement communautaire est financé à plus de 155 milliards de FCFA. Il s'articule autour des composantes que sont le développement d'infrastructures et d'équipements socio-économiques de base, le développement de l'entrepreneuriat rural et enfin le développement d'un système de géolocalisation des infrastructures.

Edem Dadzie

Mise en œuvre des réformes de l'Uemoa

Le représentant-résident de l'Uemoa félicite le Togo

Le nouveau représentant-résident de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), Assoukou Raymond Krikpeu, été reçu mardi 09 octobre dernier par le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé. Assoukou Raymond Krikpeu se félicite des efforts fournis par le Togo pour la mise en œuvre des projets et programmes financés par la Commission de l'Uemoa au Togo.

Arrivé au Togo, il y a quelques mois, le nouveau représentant-résident de la Commission de l'Uemoa au Togo fait le point de sa mission au Togo. M. Krikpeu a présenté les résultats de la dernière

revue annuelle des réformes et des projets financés par l'institution sous-régionale au Togo. Il félicite le Togo pour les efforts menés dans la mise en œuvre de ces réformes. « Il faut noter que beaucoup d'efforts ont été

faits et les résultats sont globalement satisfaisants », a déclaré M. Krikpeu.

En ce qui concerne la mise en œuvre des réformes communautaires de l'Uemoa, le Togo a réalisé 62% de ces réformes. Et les projets financés par la Commission de l'Uemoa au Togo ont été exécutés à hauteur de 57%. Mais selon le nouveau représentant-résident de l'Uemoa, ces résultats sont assez

appréciables mais cachent quand même des disparités entre plusieurs réformes et projets.

Pour éviter ces disparités, M. Krikpeu a indiqué avoir reçu des conseils et des orientations de la part du chef de l'Etat, qui l'a également encouragé à poursuivre son travail en concertation avec les ministres. Cela permettra de donner davantage



Assoukou Raymond Krikpeu

d'impulsions pour la réalisation des réformes et des projets de l'Uemoa.

F.T.

Recomposition de la Ceni, recensement et l'opposition Suite de la page 3

Gerry Taama : « Il faut cesser de faire une chose et son contraire »

...non présents à l'assemblée. « Entre nous, c'est une belle fumisterie parce que dans ce cas, il aurait été plus simple que les partis parlementaires s'accordent 8 places chacun et on en parle plus. D'autant qu'il s'agit de dispositions qui ne figurent nulle part dans nos lois. Alors que le Togo dispose de plus de 100 partis politiques et que la présence des partis extra parlementaires devrait permettre de diversifier ainsi les courants politiques à la Ceni, les parlementaires qui semblaient ne pouvoir s'entendre sur rien, arrivent à s'unir dans la violation de nos textes. Remarquez qu'ils s'étaient aussi entendus pour doubler leurs rémunérations. Donc, si vous êtes un parti extraparlamentaire, il faut vous faire chapeauter par

un parti parlementaire », a déclaré Gerry Taama qui trouve anormale qu'on demande à la société civile, pourtant supposée neutre, de s'aligner elle aussi. « C'est au Togo qu'on peut voir pareilles aberrations. En 2013 comme en 2015, ces accords avaient permis à l'UFC d'être à la CENI au titre de l'opposition parlementaire. Les textes n'ont pas changé. Il faut cesser de faire une chose et son contraire », s'offusque-t-il.

Recensement dans la zone 1

Le recensement électoral qui a pris fin mardi dernier dans la zone 1, a également meublé l'entrevue du président du Net. Ce dernier a salué la mobilisation des populations, mais n'a cependant pas

manqué de noter quelques dysfonctionnements. « Pour la zone une, c'est fini et les résultats sont plutôt bons... La mobilisation est celle des recensements précédents. Les dysfonctionnements du matériel ont créé des soucis importants dans les premiers jours, mais tout est à présent maîtrisé. Les populations de ces zones ont vite compris la nécessité d'avoir une carte électorale comme un parapluie en saison des pluies. S'il ne pleut pas, ce n'est pas grave, mais s'il peut, on est bien content de l'avoir avec soi. C'est la même chose pour les élections. Avoir sa carte d'électeur est une garantie. Et les populations l'ont très bien compris. Nous aurions souhaité une rallonge de 72h pour rattraper les premiers

jours perdus, mais la Ceni en rallongeant les périodes d'ouverture des bureaux de recensement, en créant d'autres CRV peut désormais réaliser toute l'opération avec juste 24h supplémentaires. On le verra de toutes façons avec la taille du fichier électoral, comparativement à celui de 2015 », a-t-il déclaré au sujet des recensements.

« L'opposition refuse tout compromis, et finit par se compromettre »

Le candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2015 n'a pas également manqué de se prononcer sur l'avenir du pays et fait quelques observations en ce qui concerne les stratégies de la classe politique de l'opposition togolaise. « Je

suis plutôt triste parce que toutes les années, nous assistons au même scénario. L'opposition refuse tout compromis, et finit par se compromettre. Actuellement, il ne me semble pas que la Cedeao demande l'arrêt du processus, donc il s'agit encore d'un faux calcul. Nous avons un peuple qui aspire au changement, mais il ne trouve pas encore les leaders politiques capables de porter ces aspirations. Il faut un renouvellement de la classe politique togolaise. Unir a amorcé sa mue. C'est au niveau des partis traditionnels de l'opposition que cela coïncide. Des Gerry Taama sont encore minoritaires au Togo », conclut-il.

Rachid

VOTRE
AGENCE AGOE
EST DESORMAIS
OUVERTE



Horaire d'ouverture

Du lundi au vendredi de 7h45min à 17h30min

Le samedi de 8h30min à 14h00

Carrefour Adidoadin après l'ancien site de CECO BTP juxtaposé à ESIBA
en allant vers Agoe Assiyéyé coté droit.

Tél : +228 22 20 82 82 - Mail : corisbank-tg@coris-bank.com

La Banque Autrement

www.coris-bank.com

